



# La polémique enfle à la Royal Academy

Éric Biétry-Rivierre

23/01/2008 | Mise à jour : 16:45 |

**Les héritiers des collectionneurs ruinés par Lénine sont à Londres pour faire valoir leurs droits sur les toiles d'une exposition.**

Profitant du vernissage de l'exposition «De la Russie : chefs-d'œuvre de la peinture française et russe des années 1870-1925» à la Royal Academy of Arts, plusieurs descendants des collectionneurs moscovites dont les œuvres d'art furent «nationalisées» par les bolcheviques en 1917 sont à Londres. Et s'y font entendre.

André-Marc Delocque-Fourcaud, petit-fils du collectionneur Sergueï Chtchoukine, et Pierre Konowaloff, arrière-petit-fils du collectionneur Ivan Morosoff, ne s'opposent pas à la manifestation (nos éditions d'hier) «Priver le public anglais d'œuvres vedettes comme La Danse de Matisse ou le Portrait de Jeanne Samary de Renoir, qui proviennent des collections de nos aïeux, eût été un désastre pour tous les amoureux de l'art», disent-ils. Mais l'«acte de barbarie» que fut la confiscation des toiles par simple décret de Lénine s'est, selon eux, « invité spontanément » à l'événement quand la Russie a exigé, et obtenu, que la loi britannique interdise en urgence toute action judiciaire durant le séjour des tableaux à Londres.

## Une loi scélérate

«Dans tout le monde civilisé, quand une propriété privée devient d'intérêt national, elle est transférée à l'État selon un processus légal, respectant les intérêts moraux et matériels des expropriés et moyennant une juste indemnité», rappelle André-Marc Delocque-Fourcaud. Pierre Konowaloff est encore plus véhément : «La perfide Albion a rejoint le cercle des exploiters, n'hésitant pas à voter une loi scélérate afin de nous déposséder. Comment la patrie de l'habeas corpus a-t-elle pu, dans l'urgence et sous la pression des autorités russes, permettre que nous, propriétaires légaux, soyons dans l'impossibilité de revendiquer nos droits ? Sous prétexte que les sponsors de cette exposition dépendent de Gazprom pour l'approvisionnement en gaz, on irait jusqu'à

invoquer la raison d'État alors qu'en réalité il s'agit d'un hold-up organisé avec le concours du gouvernement anglais.»

Les deux héritiers auraient au moins voulu être intéressés à la vente des produits dérivés. «Une telle exposition est une immense machine économique. Essentielle au budget des musées prêteurs; rémunérés par de supersponsors comme ici le géant du gaz E.ON. Essentielle aux ressources de la Royal Academy. Actuellement, le marketing agressif autour de La Danse se compare avantageusement à la promotion du prochain blockbuster de Hollywood. Notre capital, saisi par l'URSS, est ainsi récupéré pour encaisser la rente politique et économique de l'art business.»



**LE FIGARO** · fr